



HAL
open science

Les paysans du Lot sous l'occupation : un engagement sous-estimé

Anne Verdet

► **To cite this version:**

Anne Verdet. Les paysans du Lot sous l'occupation : un engagement sous-estimé. Céline Piot. Figures paysannes en France. Mythes, regards et sociétés (tome 2), 5, Editions d'Albret, AVN, pp.133-156, 2016, Terres de mémoire, 978-2-913055-57-5. halshs-01469635

HAL Id: halshs-01469635

<https://shs.hal.science/halshs-01469635>

Submitted on 15 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les paysans du Lot sous l'Occupation : un engagement sous-estimé

Anne VERDET

Les paysans, icônes de l'idéologie vichyste, celle du retour à la terre salvateur, n'auraient pas vu leur vie bouleversée par l'Occupation. A l'écart des concentrations de troupes allemandes, modérément touchés par les restrictions de subsistances, pire, bénéficiaires de la situation par le biais d'un marché noir florissant. Généralité à la validité renforcée pour ceux de la zone sud. Champions de l'attentisme le plus opaque, ils ont subi, toléré la Résistance, l'ont aidée quelques fois, rejetée, voire trahie, bien d'autres. Laissons cette mémoire confuse et revenons à la période de la guerre, au canevas des événements.

Les villages médaillés de la Résistance

Début 1943, alors même que la lutte clandestine se densifie, se radicalise, le général de Gaulle décide d'une distinction, la médaille de la Résistance, reconnaissant « les actes remarquables de foi et de courage qui auront contribué à la Résistance du peuple français contre l'ennemi et contre ses complices depuis le 18 juin 1940 ». Décret signé à Londres le 3 février. Récompense rare décernée à 17 communautés territoriales seulement. Liste close le 31 mars 1947.

Parmi elles, huit sont rurales : l'île de Sein et sept villages¹. Deux sont du Lot : Caniac-du-Causse, 433 habitants et Terrou, 344. A quelques commerçants et artisans près, cumulant fréquemment les deux activités, tout le monde y est paysan. Indice troublant sur les relations des paysans et de la Résistance. Sur leur degré d'engagement. De l'aide passive – « l'amitié de leur silence » (Georges Guinguoin) – à l'active – ravitailler, renseigner, cacher des armes – ou à la fusion dans la subversion effective au sein de groupes constitués.

Les Allemands ne s'y trompèrent pas en décidant, en avril 1944, une vaste opération de représailles contre « les bandes de terroristes soutenues par la population », de ce département. Il y eut des déportations par centaines² (ce n'étaient pas les premières), des otages fusillés, des civils anonymes massacrés, au hasard ou pas. L'ombre d'Oradour masque tous les crimes sordides commis sur ce territoire par la Das Reich jusqu'en juillet 1944. La réponse y était la continuité de l'action pour les résistants³, et pour les autres, ceux des villages pillés et incendiés :

« Pas un seul mot de récrimination contre le maquis et la Résistance [mais...] une sorte d'acceptation farouche⁴. »

Portrait d'avant-guerre

Dresser ce portrait, et celui d'un contexte immédiat et antérieur, est un préalable pour dégager des axes de compréhension des comportements.

¹ Les autres sont : la Nouvelle-Calédonie, et des villes, grandes – Brest, Caen, Lyon – moyenne – Montceau les Mines – ou petites – Meiximieux, Nantua, Plougasnou, Thones.

² Au total 290 morts ; 145 pour la seule ville de Figeac, 6 000 habitants, et 15 pour Latronquière, 550.

³ Le sabotage, le 1^{er} juin, du dépôt de la gare de Capdenac – qui concentrait cinq têtes de lignes et la desserte du charbon de Decazeville – mobilisant au total (sur place ou en protection) 300 maquisards en fut l'exemple le plus spectaculaire.

⁴ CASSOU Jean, rapport après un voyage dans le Sud-Ouest, cité par Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale 1936-1944* [1990], Paris, Le Seuil, coll. « Points Histoire », 2001, p. 307.

D'un siècle à l'autre

Loin en amont, mais les traces en subsistaient, ce portrait était marqué par un individualisme batailleur, sinon guerrier, analysé par François Ploux⁵, et un esprit communautaire aiguisé face à tout ennemi avéré : la commune d'à côté, ou, le pire, l'Etat. État jugé injuste dans la levée des impôts ou la conscription par tirage au sort.

La transition vers le xx^e siècle fut difficile – une acculturation laborieuse – dans une pauvreté endémique, barrant l'accès à la modernité. L'essor triomphal de la vigne, sous le second empire, avait fait illusion, mais son anéantissement par le phylloxéra au bout de 20 ans, provoqua un exode massif. Un dépeuplement sans appel s'ensuivit, porté à son comble par la guerre de 14^e. La fixation sur « la référence mythique à un passé idéalisé⁷ » inclina à un immobilisme tenace.

Une agriculture d'auto-subsistance

Les ruraux étaient 83 % de la population en 1931, pour 49 % en France. Tous n'étaient pas paysans, mais tous voyaient leur vie conditionnée par l'activité paysanne. Dans le Lot de l'entre-deux-guerres, l'agriculture était une polyculture d'auto-subsistance, hors de la zone de vignoble de la basse vallée du Lot (8 000 ha en 1930). Blé, vigne, légumes, avec superficie maximale pour les pommes de terre. L'élevage y avait la même fonction, avec deux cochons par foyer en moyenne, et quelques vaches laitières par commune, la plupart des vaches étant des bêtes de trait⁸. On faisait quelque commerce des moutons des causses ou des vaches de la pré-montagne. Les cultures de rente, vigne mise à part, étaient réduites aux noix, fruits et tabac dans certaines zones privilégiées, mais les ventes pouvaient se limiter au surplus de la consommation familiale. Le tabac, culture miraculeuse, aux revenus garantis par l'Etat, enjeu sensible des campagnes électorales, était réservé aux terres de vallée.

Une trame communautaire

La pauvreté rendait l'entraide obligatoire.

« La question était d'avoir assez de grain pour finir la saison! Sinon on s'en prêtait l'un l'autre. »

Le faire-valoir direct était majoritaire, la plupart des propriétés étant de taille trop modeste, ou au rendement trop faible, pour justifier le recours à des métayers et moins encore des fermiers. Les familles étaient restreintes, rarement plus de cinq personnes par foyer, et les appoints de main d'œuvre pour les gros travaux se faisaient à l'échelle des « villages », souvent simples hameaux. Famille-souche mais trame communautaire. Elle s'inscrivait dans un espace fréquemment ordonné autour d'une église et de son cimetière, voire d'une école.⁹

⁵ PLOUX François, *Guerres paysannes en Quercy. Violences, conciliations et répression pénale dans les campagnes du Lot (1810-1860)*, Paris, Éditions La Boutique de l'Histoire, 2002.

⁶ La population diminue d'1/3 en 30 ans, de 1881 à 1911, puis de 15% les dix années suivantes.

⁷ LABORIE Pierre, « Une révolution silencieuse, le xx^e siècle », p. 213-244, in LARTIGAUT J. (dir.), *Histoire du Quercy*, Toulouse, Privat, 1993, p. 221.

⁸ D'après les enquêtes communales annuelles de la Statistique agricole.

⁹ Les conditions de l'ouverture des écoles de hameaux, 3 km de distance avec le bourg et 15 enfants d'âge scolaire, furent fixées par la loi Goblet de 1886. Victor Duruy en avait déjà fait ouvrir 2000 en France 20 ans plus tôt.

Des républicains frustrés

Les paysans du Lot sont républicains. La Révolution, qui leur fit envahir les châteaux pour détruire les archives seigneuriales signifiant toutes leurs charges, ils en attendaient davantage. Leurs révoltes anti-fiscales culminèrent avec la II^e République, où ils furent les plus mauvais payeurs de France de centimes additionnels. Le second empire, coïncidant avec l'essor viticole, les vit s'assagir. Ils se replièrent sur eux-mêmes et demeurèrent bonapartistes. Espérant quelques bienfaits de la nouvelle République ils se laissèrent amadouer par un radicalisme guère socialiste. Une insatisfaction face à un Etat qui les oubliait était enracinée, le clientélisme, nouvelle féodalité, y trouva son terrain.

L'ouverture scolaire

Sur leurs terres ingrates, l'école pouvait être leur chance. Le développement des structures scolaires y fut remarquable dès les débuts de la III^e République. Au delà des écoles de villages, des Ecoles primaires supérieures furent créées. Elles étaient 6, dont 2 de filles, en 1890, quand certains départements, n'en avaient encore aucune¹⁰. Selon leur vocation d'éducation du peuple, elles avaient ouvert dans de simples chefs-lieux de canton : Montcuq, Saint-Céré, Luzech, Martel.

Un réseau d'écoles catholiques n'en subsistait pas moins, à destination des filles surtout. « Les élus radicaux, certains francs-maçons, ménageaient ces établissements¹¹ » par prudence électorale. Républicains les lotois, mais également catholiques : la pratique religieuse relève d'une tradition, indépendante des options politiques.

Pour évoquer ces paysans et cerner leur perception de l'Occupation, je m'appuierai *ad libitum* sur un corpus d'entretiens réalisés de 2010 à 2014.

Les facettes de l'attentisme

Dès le lendemain de l'armistice, l'Occupation exerce sa pression sur la vie quotidienne, les interventions autoritaires du nouvel Etat, valent pour tous, avec ou sans troupes allemandes.

« Tous les Français de la métropole - ceux des territoires occupés comme les autres - sont aujourd'hui prisonniers chez eux¹². »

Attentisme ?

Quelle réaction chez ces paysans ? L'attentisme ? Oui et non. Ou plutôt quel attentisme ? « On était tellement abasourdis qu'on savait pas... » ; « On comptait sur les Alliés : les Anglais travaillaient pour nous. »

« On était momifiés d'avoir été vaincus. »

Mais ils ne vont pas attendre pour contourner les mesures de réquisition des denrées alimentaires. Réserves personnelles – suffisantes ou non, c'est une sécurité – avant de donner le dû imposé. Rien d'un geste héroïque, mais un geste pragmatique et symbolique : « Et les

¹⁰ 42 pour les filles et 15 pour les garçons. BRIAND Jean-Pierre et CHAPOULIE Jean-Michel, *Les collèves du peuple*, Paris, CNRS/INRP/Presses de l'ENS, 1992, p. 61-62.

¹¹ LABORIE Pierre, *Résistants, Vichysois et autres. L'évolution de l'opinion et des comportements dans le Lot de 1939 à 1944*, Paris, Éditions du CNRS, 1980, p. 19.

¹² MICHELET Edmond, *Notes d'actualité pour essayer d'y voir clair*, Brive, juillet 1940.

Allemands mangeaient de la mauvaise viande ! » Vichy s'alarmait de l'attentisme des Français à jouer le jeu de la Rénovation nationale...

Des droits à maintenir

Ils sont favorisés, tous en conviennent, pour leur subsistance :

« Ici, ce n'était pas très sévère » ; « À la campagne, on est pas morts de faim. »

Ils campent sur leurs positions. Faire le plus possible « comme si de rien n'était ». Rejeter, nier, cette oppression portant atteinte à leur identité, bien au-delà de sa dimension nationale. Le droit à la chasse, ce droit conquis sur les seigneurs, en est un parfait exemple. Fusils déposés ou pas, cartouches épuisées ou pas, on continua à chasser. Et le patrimoine culturel s'enrichit de recettes de préparation de cartouches...

L'on ne tarda pas à se remettre à danser. La maréchaussée n'exerçait pas ici de surveillance redoutable et les bals étaient légion, dans des granges ou maisons inhabitées. Compensation de la fièvre musicale qui régnait avant-guerre, celle des « jazz-bands », galvanisée par un nouveau répertoire et de nouveaux instruments. La découverte du saxophone avait fait date dans ces campagnes. Se distraire, oublier quelques heures la situation, mais aussi maintenir, raffermir, l'unité du groupe, soudé par cette transgression collective.

Le rapport aux institutions

L'allégeance à Pétain allait de soi. En 1939, 5 000 anciens combattants adhéraient à l'Union départementale, et son président devint celui de la Légion. Mais le but n'était pas de collaborer : la dissociation de Pétain et de la politique de Vichy se vérifie ici sans équivoque. Un patriotisme sans faille entretient la vénération – « C'était un grand soldat ! » – et Laval – « ce salopard ! » – est le seul coupable : « C'était lui qui faisait le dictateur ! »

Les trois députés ont voté les pleins pouvoirs, « avec résignation » dit Anatole de Monzie, maire de Cahors, député de Figeac et président du Conseil général. L'évêque et le préfet furent remplacés fin 1941, par des personnalités au zèle vichyste à toute épreuve. De Monzie sauvera sa dignité en démissionnant, en février 1942, n'acceptant pas leurs empiètements sur sa marge de pouvoir.

À l'échelon des municipalités, celles des communes rurales de moins de 2 000 habitants, le droit de révoquer les élus et les agents municipaux est acquis dès octobre 1940. La destitution d'un maire était un choc pour un village ; liens de proximité et... de révérence. Ces maires librement élus, des maires républicains, Vichy les remplaçait par des hommes choisis par le préfet. Quel crédit leur accorder ? Encouragement objectif à un désaveu du régime. A une remise en cause de l'attentisme. 17 maires le furent avant juillet 1941. L'un d'eux, un paysan de Ladirat, avait été dénoncé comme « gaulliste acharné [...] un énergumène intrépide pouvant être considéré comme un ennemi de notre régime¹³ ».

Chez leurs anciens administrés, la colère semble n'être toujours pas retombée (Saint-Médard-Nicourby, 153 habitants) :

« Le nouveau, il avait transporté tous les papiers dans une carriole, tirée par sa jument, et la mairie c'était chez lui. Comme s'il y en avait plus ! »

¹³ Arch. Dép. du Lot, 1 W 942.

Une mutation

Ces circonstances particulières poussaient à « une mutation des paysans¹⁴ ». Plus générales, celles liées à la situation économique. La liberté de vendre disparaissait, les prix des denrées à acheter s'envolaient et de celles à vendre s'effondraient.

« Sur les foires, il y avait une commission qui faisait une estimation et on avait pas intérêt à rouspéter. C'était pas intéressant ! »

Alors autant ne pas y aller et organiser des circuits villageois de distribution.

« On s'arrangeait entre nous ; ceux qui tuaient une bête le disaient aux autres et tout le monde en profitait. L'union fait la force ! »

Fournir le Service du ravitaillement – « un organisme pour nourrir les Allemands » – se faisait en partie sous la contrainte : « La réquisition pour les veaux de boucherie n'a pu se faire sur la foire. Au prix de gros efforts dans la neige, les employés ont pu réquisitionner 18 veaux au prix de la taxe. » *La Défense – La Croix du Lot*, Sousceyrac, le 5 janvier 1941.

La main d'œuvre, déjà terriblement insuffisante – après la guerre de 14 un appel à l'immigration étrangère avait été lancé – s'était réduite significativement. Manquaient les morts, à Dunkerque ou ailleurs, de la bataille de France, et les prisonniers, autant de jeunes actifs. Ils étaient près de 4 000 pour les 160 000 habitants d'une population vieillie. Pour un village, cela pouvait représenter la moitié des bras les plus efficaces.

« Il y avait que les femmes, qui faisaient tout, et les vieillards ! »

Des profiteurs, les paysans ? Cela devint pourtant la teneur du discours officiel :

« Il convient que la population des villes sache d'où vient sa misère. »

Communiqué du préfet à la presse, dans l'hiver 1942. Ils étaient des modèles, ils sont devenus des boucs émissaires.

Les logiques des paysans

« Il faut en finir avec la légende », disait Pierre Laborie lors d'une commémoration de la libération du Lot, en 1994. C'est Harry Roderick Kedward¹⁵, historien anglais auteur d'une fresque d'inspiration anthropologique sur la Résistance dans les campagnes « de la France du Sud », qui le cite. Il y fit, « à sa recherche¹⁶ », de longs séjours répétés, au plus près de son terroir. Légende faite « d'images négatives, parfois offensantes. »

Leur mutation, qui s'accomplit en 1942, n'a pas pour autant propulsé les paysans dans la Résistance. Ses structures commencent d'ailleurs à peine à se former, mais ils s'en sont rapprochés mentalement : elle se justifie à leurs yeux.

Le premier groupe de résistance est constitué en septembre 1942. Tous les autres le seront avant la fin de l'été 1943. Le premier maquis date du printemps 1943, coïncidant avec la loi du 16 février sur le STO : des réfractaires y seront plus qu'un appoint.

¹⁴ LABORIE, 1980, *op. cit.*, p. 257-260.

¹⁵ « La France rurale et la Résistance », p. 139-154, in *La France sous Vichy : autour de Paxton*, Bruxelles, éd. Complexe, 2004, p. 146.

¹⁶ *A la recherche du maquis... La Résistance dans la France du Sud, 1942-1944*, coll. Passages, Paris, Les éditions du Cerf, 1999.

Tentons de cerner quelles furent les logiques des paysans du Lot face à la situation d'occupation, logiques de pensée ou logiques d'action.

La logique de la ruse

« La ruse, l'astuce [...] sont des "valeurs" reconnues d'un code social à usage interne¹⁷. »

Les circonstances forçaient à y recourir plus que jamais. « On continuait! C'était juste encore plus dur! » ; « On travaillait tout ce qu'on pouvait ! » Aussi... « Ruser, il le fallait, pour vivre et faire vivre les autres, ceux qui avaient besoin de nous »

Le troc

Ce type d'échange, déjà couramment pratiqué dans un système d'auto-subsistance, fut érigé en nouvelle norme. Produits alimentaires contre produits manufacturés – du beurre contre du tissu, un jambon contre une paire de chaussures – ou denrées contre services. Les plus nécessaires, comme les femmes de prisonniers, allaient sarcler les pommes de terre, base de la subsistance, payées du tiers de la récolte. Les tickets du rationnement s'échangeaient aussi selon les besoins de chacun. Cependant, ceux qui produisaient une chose ou l'autre au-delà de leurs besoins pouvaient les vendre pour « se payer l'épicerie ». Les vendre... au prix normal, ou au-dessus.

Le marché noir

Il se pratiquait éventuellement sur certains produits : « Quelques petits malins en faisaient avec les volailles, ou du cochon. »

« Avec le tabac, c'était facile : on en plantait dans le maïs... » ; « On mettait 22 feuilles au lieu de 24 dans les manoques », mais, tous le répètent, « c'était très contrôlé quand même ». Les surplus produits en fraude servaient d'abord à la consommation personnelle :

« Avant la livraison, les gens gardaient des feuilles et ils les hachaient dans la machine à manivelle pour les orties de la pâtée des oies. »

L'eau de vie, faite à partir du moût ou des prunes, était facile à monnayer, à un prix ou un autre. L'extrapolation n'est pourtant pas abusive de dire que vendre au prix normal était le comportement nettement majoritaire. Les fortunes indues furent des cas, plus qu'une catégorie. Le marché noir...

« Avec des pommes de terre, ça ne pouvait pas aller bien loin ! »

La logique de la terre

Le Service du travail obligatoire fut un *casus belli*. S'y opposer appartenait à cette logique-là : ne pas livrer ses jeunes à l'ennemi ni se priver de cette main d'œuvre ô combien précieuse. La défense des réfractaires devint pour les paysans « un défi et une sorte de revanche¹⁸. »

¹⁷ LABORIE Pierre, « Les maquis dans la population », p. 33-47, *Colloque sur les maquis*, Paris, École militaire, 1984, p. 44.

¹⁸ LABORIE, 1980, *op. cit.*, p. 259

S'opposer

« Les familles ont dit : « Ils ne partiront pas. »

Au total, ils furent plus du tiers à « prendre les bois ». Les premiers convoqués sont presque tous partis, de mars à juin 1943 (148 sur 168) mais fin juin, sur le plus gros contingent (494), il y eut 28 % de défaillants, et seulement 6 départs sur 131 requis fin août-début septembre.¹⁹

Le préfet, en mars, avait usé de menaces via la presse – délai de 4 jours pour présentation et réquisition des hommes mariés envisagée – et adressé une lettre aux maires avec la liste des défaillants de leur commune. Tous les jeunes étaient concernés, et plus seulement les ouvriers qualifiés, rares dans le Lot au demeurant, comme pour la Relève en 1942.

Des opérations de police infructueuses se succédèrent, à la recherche de 300 réfractaires pour tout le département. Dans le seul canton de Latronquière, 15 réfractaires « dont les traces de passage avaient été relevées » restèrent introuvables. D'après les rapports de gendarmerie :

« La population n'apporte aucun secours aux forces de l'ordre et les réfractaires trouvent auprès d'elle aide morale et matérielle²⁰. »

S'organiser

« Il a fallu s'organiser pour cacher ceux qui ne partaient pas au STO. Ils se cachaient dans les bois. On leur amenait des paniers ; on leur donnait la soupe le midi, mais le lit pas toujours. Ils dormaient dans des maisons isolées, inhabitées. »

« Ils aidaient les gens à arracher les pommes de terre, et on leur en donnait un sac ; ils aidaient à faire le pain. »

« Tout a commencé avec le STO. Les parents de ceux qui devaient partir sont venus nous voir : "Il faut qu'on vous dise un secret : les enfants vont venir se camoufler dans la grotte." »

[Dans une falaise surplombant la Dordogne, à Saint-Sozy.] Ils nous apportaient la nourriture qu'on leur amenait, ou on les approvisionnait nous-mêmes. C'était moi qui y allais. La nuit, ils venaient nous voir, pour la veillée. Ils étaient quatre et un réfugié espagnol. On avait pas peur de le faire, c'était normal. »

L'Occupation avait changé de sens pour les paysans, la confrontation était directe et touchait à l'inacceptable.

« On en avait trois dans une maison à 200 mètres de chez nous. Ma sœur, qui avait 10 ans, leur portait à manger une fois par jour, dans son petit panier. Ils vivaient dans l'obscurité... C'était deux gars du coin et un marocain, recherché par la police. On n'en savait pas plus. »

Cette implication, cette transgression de la loi de Vichy, signifiait clairement l'engagement des paysans. On peut dire qu'ils se mettaient eux-mêmes « en gage » puisque les sanctions (prison et amende) prévues pour les défaillants étaient applicables « à toute personne leur ayant prêté leur concours ».

¹⁹ *Ibid.*, p. 255.

²⁰ *Ibid.*, p. 259.

Maintenir le lien avec la terre

Le STO imposait le départ pour le pays ennemi, en général, et, toujours, la rupture du lien avec la terre. Lien forcé, subi mais nécessaire, voire magnifié. Un « goût de nécessité » peut-être, mais transfiguré en goût de luxe. Pas un choix délibéré, « un goût de liberté » (Pierre Bourdieu), mais une responsabilité assumée, un honneur.

Les paysans sont, dit-on, attachés à la terre. Attachement affectif, ou atavique, soit signifiant l'appartenance à une lignée ; symbolique : on se reconnaît et on est reconnu par le groupe dans cette lignée et ce lieu. La fréquence des patronymes identifiant personne et lieu de vie en témoignent. Lien symbolique, mais non moins économique. Ces familles restreintes, à faible descendance pour éviter des partages invivables, étaient à trois générations, pour un quart ou un tiers d'entre elles. Alors, la clé sous la porte, laisser la vieille mère et le gamin impubère à son épouse dans le meilleur des cas – les morts en couches étaient nombreuses – pour une existence de paria, on ne pouvait y songer.

« On était tenus par le bétail ! »

Germaine Tillion le faisait remarquer pour l'ouvrier ou l'employé, devant entretenir sa famille et payer un loyer : « Il était ligoté sur place mais il n'en pensait pas moins. ²¹ »

Même si la survie d'une famille n'était pas en jeu, difficile de gâcher, laisser perdre, les fruits de la terre. Un réfractaire, vivant caché, revenait à la nuit tombée, aux périodes voulues, pour travailler sa vigne. Et ses voisins, ayant compris le manège, de prendre soin de lui apporter à manger dans une grange attenante. Une vraie souffrance, pour les paysans de Terrou qui n'osaient plus aller dans leurs champs, après les deux descentes successives de la Das Reich, en mai, puis juin 1944, où 18 maisons furent incendiées, celles de soutiens dénoncés du maquis.

Attachement contrarié pour tous, deux années consécutives, 1942, 1943, dont des étés de sécheresse et des hivers rigoureux firent « des années de disette ».

Partager

Cette logique de la terre colore, oriente celle de l'engagement paysan, le renforce plus qu'elle ne le minimise. Les ressources de la terre, ils en firent bénéficier ceux qui en avaient besoin, qu'ils en jugeaient dignes : réfugiés ou maquisards. Le pain qu'ils faisaient eux-mêmes, avec leur farine, plus que jamais, les restrictions rendant celui de bien des boulangers immangeable, le gibier ou le poisson allègrement braconné. La paille pour garnir les granges, les bonnes sources, le circuit du linge vers les lavoirs où ne les oubliait pas.

Mais les ressources étaient aussi stratégiques : la connaissance du terrain, pour ses cachettes – bâtiments inutilisés, failles et grottes – pour le transport nocturne des arrivages parachutés, « avec les bœufs ». Voitures rares, essence plus encore et les bœufs... tellement plus discrets.

La logique d'une communauté

Les paysans du Lot appartiennent à leur terre, mais ils appartiennent aussi à une communauté. De pensée, de convictions. Ils sont républicains, leurs opinions, elles se forgent à l'école, redoublées, confirmées par les familles. « Tu sais ce qu'on t'a dit à l'école ? » Une réelle coéducation. Parole d'évangile. Opposée à celle des curés ? Parfois. Dans l'entre-deux-guerres, d'aucuns s'entourent d'« Unions catholiques » hostiles à l'école laïque. Les

²¹ Cité par Pierre LABORIE, *Le chagrin et le venin. Occupation. Résistance. Idées reçues*. [2011] Paris, Gallimard, coll. « Folio Histoire », 2014, p. 229.

« cagouleurs » existent et pourront être malfaisants à l'extrême²². Mais la communauté de valeurs est la plus fréquente : la morale laïque. Elle transcende aisément les clivages politiques.

« Mon institutrice, elle était communiste, elle faisait pas de politique à l'école et elle nous enseignait la même chose que le curé ! »

La combinaison catholique-républicain domine. Les femmes vont à la messe, toujours, et les filles à l'école libre assez souvent ; les hommes, de tous bords, préparent les élections au café. Instituteurs et institutrices « partagent avec les curés un terrain, un prestige, celui du savoir »²³.

Cette logique d'appartenance à une communauté de pensée, civique et patriotique, même à coloration pacifiste, induira des choix sous l'Occupation. Ils ont tout appris par l'école – « On ne savait rien, mais il y avait les livres de l'école : on n'avait que ça » – ils continueront d'obéir à leurs maîtres.

« Le chef des *Veny*²⁴ c'était monsieur C. l'instituteur de Tauriac. Alors il fallait bien les aider, ça ne se discutait pas ! »

L'engagement des maîtres et maîtresses d'école fut massif, presque une norme. Les instituteurs, restant à leur poste jusqu'au bout si possible, fabricants de faux papiers, collecteurs de renseignements, organisateurs du ravitaillement des maquisards... et leurs élèves « fiers de rendre service » en y contribuant. « Tout marchait avec des mots de passe ! Des faciles, exprès pour des enfants, comme *Poil de Carotte*.²⁵ »

Les institutrices agents de liaison, autres figures discrètement historiques... La coopération curé-instituteur dans les structures de la Résistance ne pouvait que renforcer l'adhésion des paysans. « Le curé il était pour le maquis ! » Certains, « ceux qui avaient un ceinturon », étaient avec le maquis. Celui de Sénailac-Latronquière avait monté un vrai réseau de renseignements. L'instituteur en faisait partie²⁶ et certains de leurs anciens élèves, à l'école ou au catéchisme. Le maire de Gorses, un agriculteur, toujours en sabots, « donnait un coup de main ». Le curé de Terrou, imprimait, dans la cave de l'école, les tracts pour la Résistance.

« Il était formidable. On aurait pas dit un curé, avec sa musette. Il partait dans les bois pour nourrir les jeunes ! En civil bien sûr, comme un vulgaire cultivateur, ni propre ni sale. »

Ces curés enfants de paysans, pour lesquels le séminaire avait été une aubaine, le restaient à leur façon. L'autre, braconnier légendaire, se joignait à ses fidèles pour aller chasser les lièvres au clair de lune...

Quelle que soit leur prudence acquise face aux aléas de l'existence, l'attitude dominante des membres de cette « communauté morale » sera le non-consentement. Il est refus viscéral, a priori, prêt à devenir détermination obstinée, absolue.

²² L'un d'eux fut le dénonciateur reconnu du village de Terrou. Condamné à 10 ans de prison à la Libération.

²³ PLOUX François, *Une mémoire de papier. Les historiens de village et le culte des petites patries rurales (1830-1930)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 93.

²⁴ Groupe lotois de la Résistance. Voir note 33.

²⁵ Ce maître-là mourut à Dachau.

²⁶ Déporté en mai 1944.

« La logique du non-consentement »²⁷

L'aide aux réfractaires en fut une concrétisation remarquable, mais cette logique s'était déjà déclinée en diverses expressions. Une des plus précoces fut l'écoute prohibée de la radio anglaise.

Écouter Londres

La France entière a écouté Londres, mais les paysans du Lot le faisaient à leur manière. Les postes de radio étaient rares dans le département, l'un des 5 moins bien équipés de France : de 33 à 43 habitants pour 1 poste au lieu de 14, moyenne nationale, en 1936.²⁸

Que dire de l'échelle villageoise ? Un ou deux par village et tous les hameaux étaient loin d'être pourvus. L'écoute y était souvent collective, de plus en plus au fil des événements, mais le plus spécifique était l'écoute en plein air. Quelle image plus parfaite de cette résolution commune que ces « villages » réunis devant le poste posé sur la fenêtre d'une maison ? Ces rassemblements illustrent la dimension territoriale de l'engagement, celui de groupes cohérents.

« La vigueur des identités territoriales²⁹ »

Elle est favorisée par un relief accidenté qui isole et resserre les liens. Cette dimension villageoise, fut adéquate pour l'aide à ceux « des bois », contraints à la clandestinité : auto-suffisance et éloignement protecteur.

Continuer à danser était aussi du non-consentement, avec un risque faible et des dommages nuls pour l'Occupant mais un principe, une préservation d'identité étaient en cause. Et l'on pouvait s'autoriser ce pied de nez : « "ils" ne viendront pas nous chercher ici ! »

La chasse était un autre élément d'identité et de rapport à un territoire, à la terre que l'on travaille, péniblement, mais qui offre, un gibier connu, familial, repéré, jaloué. Le dépôt des fusils fut exigé dès la déclaration de guerre, mais les injonctions répétées, renforcées de menaces croissantes, aboutirent à de piètres résultats :

« Les fusils on les a pas donnés ! »

C'est un refrain dans les déclarations des paysans. « Enfin... quelques uns, pas les meilleurs. » La fierté de la ruse qui a réussi est évidente.

Quelles autres manifestations dignes de ce nom, en graduant le degré de risque ?

Accueillir des réfugiés

Dans le Lot, sous l'Occupation, dès la défaite et la débâcle, les villes connurent un seuil dépassé de saturation (Cahors, 13 000 habitants atteint les 70 000), mais les déracinés arrivèrent aussi dans les campagnes, s'y réfugièrent. Spontanément ou placés par les maires. Les paysans, convaincus d'être « moins malheureux que d'autres » firent face. Ils ne consentaient pas à ces situations misérables faites à leurs malgré tout semblables. Et cela sans discrimination aucune. Ils sont la catégorie la plus représentée dans les gratifiés de « la

²⁷ VERDET Anne, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

²⁸ MEADEL Cécile, *Histoire de la radio des années 30. Du sans-filiste à l'auditeur*, Paris, Anthropos/I.N.A, 1994, p. 199.

²⁹ PLOUX, 2002, *op. cit.*, chap. 4, p. 128-191.

médaille³⁰ », sans compter tous ceux restés à l'écart de ce processus. La communauté s'était élargie.

Nourrir les maquisards

L'hébergement – granges ou maisons mises à disposition – et l'approvisionnement des maquisards s'enchaînèrent à celui des réfractaires. Les fournées de pain supplémentaires étaient la règle. « Au début, ils n'avaient pas beaucoup d'argent, quand on tuait une bête, on les faisait profiter » ; « Au moulin on leur donnait de la farine gratuitement ». Collectes, coups de main sur les bureaux de poste améliorèrent les finances des maquis et « on leur vendait ce qu'ils voulaient. »

« On se plaisait bien de les fournir et ils nous payaient lestement ! »

Juste retour des choses, les actions des maquis pour faire respecter des prix décents sur les marchés, ou, plus spectaculaires, les vols du bétail acheté au rabais avec gratification compensatoire pour les paysans. Nous touchons là à ce que H.R. Kedward nomme « l'histoire communautaire des maquis et des ruraux ».

Stocker des armes

Au plus haut degré du risque, rien moins que la peine de mort (loi, signée Laval, du 3 décembre 1942, placardée dans toutes les mairies) la contribution à ces réserves stratégiques, en vue de l'insurrection nationale ou de l'action directe immédiate, selon les obédiences.

Les caches étaient des plus variées : lieux privés ou publics, mais toujours sous la responsabilité des habitants. Dans la cabane à poules au fond du jardin, et à la gamine de 14 ans : « Tu donnes la clé juste si c'est le maquis ! ». A l'église, sous la voûte, à Belfort-du-Quercy, et le curé était le seul à n'en rien savoir, ou, devant la mairie de Labathude, dans la bascule municipale, au bord d'une route où la Das Reich passa trois fois.

Cet engagement collectif n'en était pas pour autant unanime :

« Chez nous, c'était... [en comptant sur ses doigts] moitié-moitié. On le savait... mais ça n'y changeait rien. »

Suffisamment massif pour être efficace, pour neutraliser ceux qui n'y adhéraient pas. « Y'en avait bien qui étaient pas d'accord, mais personne n'a bougé. S'ils l'avaient fait c'était risqué pour eux... »

Le non-consentement, cet engagement par défaut, convenait bien à ces paysans chargés de contraintes. Les jeunes hommes, capables de choix plus radicaux, étaient rares. Mais ce rôle était aussi indispensable à tenir que ceux des maquisards, puisque les permettant.

« La précocité, la fréquence et l'étendue de ces formes élémentaires de désapprobation méritent un sort autre qu'une espèce de condescendance, par comparaison avec le modèle héroïque³¹. »

³⁰ Le Lot en détient globalement une densité record. CABANEL Patrick, *Histoire des Justes en France*, Paris, Armand Colin, 2012.

³¹ LABORIE, 2014, *op. cit.*, p.179.

La logique de la Résistance

Adeptes du non-consentement, les paysans du Lot n'en furent pas moins résistants au plein sens du terme, le stade ultime de cette attitude profonde. Leurs logiques propres pouvaient les pousser à assumer le degré maximal du risque, certain et pas seulement possible.

« Dans les bois avec des armes, on savait ce qu'on risquait ! »

Trajectoire probablement majoritaire pour les réfractaires au STO, mais pas seulement. Voyons quelques itinéraires, individuels ou collectifs.

L'expérience d'un chantier de jeunesse avait suffi à un jeune de Belfort. Réfractaire, il resta, tant qu'il le pût, paysan, mais en relation étroite avec le maquis. La mission de cacher des armes parachutées lui incombait. Avant la voûte de l'église, un cabanon dans les champs avait été une solution transitoire.

« Ensuite, il les transportait au village dans une charrette, sous des raves. Il avait fait beaucoup de raves cette année-là... »

La fusion avec le village le protégea lors de la descente de la Das Reich, dans la nuit du 4 au 5 mai 1944, et averti à temps, il put se cacher, mais resta ensuite dans la clandestinité. Son père, qui était facteur, fut arrêté et mourut en déportation ³².

Tout autre parcours pour un de Gindou, né en 1923 et requis par le STO. Il avait été affecté, en France, dans un haras. L'intérêt de l'activité, son caractère rural, compensait la contrariété, mais à l'annonce de l'envoi dans une usine, il s'échappa, rentra chez lui et alla trouver « le patron du maquis de Marminiac : "Reste chez toi, on a pas beaucoup à manger, on t'appellera quand on en aura besoin". » Il resta chez lui, ne sortant que la nuit « même pour aller me faire couper les cheveux ! » et finit par s'engager au maquis FTP installé dans sa commune, au mas de Lord, Q G attaqué et incendié par les Allemands le 25 juillet 1944. « Et c'était moi qui faisait le guet à ce moment-là ! »

A Creysse, dans la vallée de la Dordogne, au pied du causse de Martel, un village (420 habitants) où « l'instituteur avait tout organisé », une cinquantaine d'hommes, à peu près tous paysans, étaient passés au maquis. Le groupe (trois sections de 40 au total) se répartissait sur trois autres villages limitrophes, Lacave, Meyronne, Montvalent ³³, où le recrutement était « copie conforme ».

Cette composition profondément autochtone des maquis du Lot était la clé, la garantie, de leurs bonnes relations avec la population. Il arrivait que des parents y nourrissent directement leurs propres enfants, et leurs camarades bien entendu.

Les 50 de Creysse n'étaient pas que des réfractaires (aucun n'était parti, sur un effectif potentiel évalué à 18), et les âges allaient de la quarantaine à 17 ans, pour les deux plus jeunes, et 19 pour un autre :

« Mon frère y était – classe 42, il avait été désigné – alors autant y être ensemble ! »

Pour lui, tout commença le 6 juin 1944... En août, préparation de la libération de Cahors, participation à celle de Montauban (17 morts chez les résistants) et de Toulouse. L'épopée des devenus FFI (ici ceux du Corps Franc Pommiès) eut ses heures froides et rudes dans l'automne des Vosges. « Il fallait avoir de la chance... [...] Heureusement que l'armée de Leclerc nous avait rejoint, sinon, on faisait pas le poids. »

³² Les dénonciations, soldées par six déportations dont quatre sans retour, étaient le fait d'un agent de la Gestapo infiltré dans le maquis.

³³ 374, 312 et 345 habitants, chiffres de 1936.

L'armée de Leclerc, un jeune de Larnagol y était. 18 ans en 1940. Il « entendit » – son père avait la radio – l'appel du 18 juin. « Qu'est-ce que je fais ici ?! » Il partit par l'Espagne, rejoignit l'Afrique du Nord, s'engagea, et fit « toutes les campagnes ! » La deuxième DB résumait sa vie. Ce causse de Limogne, le plus sauvage des trois, où les vallées sont des gorges, ne fut pas en reste pour l'engagement des paysans.

Des paysans pouvaient être des résistants à part entière, sans abandonner les exigences de la terre ; leur activité habituelle, leur vie « normale », dissimulant celle qui ne l'était pas. Tout comme les enseignants déjà évoqués.

A Carennac, un paysan avait coopéré au plus tôt avec le réseau Froment, réseau de renseignements, trouvant dans sa commune les « bonnes maisons » pour des gens devant se cacher. Associé à l'Armée secrète, ce réseau – ses groupes armés – donna naissance à l'été 1943 aux groupes *Veny*, en liaison directe avec le SOE³⁴. Notre homme, père de famille, 45 ans, suivit le mouvement. En février 1943, il avait été nommé chef de la délégation spéciale chargée d'administrer la commune après la démission du maire pour raisons familiales. Position de choix pour couvrir des usages illicites de tickets de rationnement, être discret sur la présence « d'indésirables³⁵ ».

Veny, alias le colonel Vincent, chef de ces « groupes », séjourna longuement dans la maison de maître, inoccupée, de la ferme du causse où le maire était métayer. *Veny* et d'autres, dont un officier anglais³⁶, un « radio » qui allait souvent se cacher dans les rochers de la falaise proche, dûment ravitaillé. Un véritable quartier général.

Leur hôte sut, par les gendarmes de Vayrac, qui « faisaient le maximum pour le laisser tranquille », que la sous-préfecture avait émis à son encontre une synthèse menaçante :

« Maire influent, encourage la dissidence. »

Au-delà des silences...

Nous avons vu les différentes formes et intensités de l'engagement des paysans du Lot sous l'Occupation. Quel sens global donner à cet engagement ?

Fondamentalement, celui de l'appartenance à un territoire. Appartenance géographique, historique et humaine. Pour atteindre ce sens, il faut dépasser des silences.

Le silence qui accompagnait les actes signifiant l'engagement – le « bouche cousue » d'après les parachutages – et qui perdure parce qu'à quoi bon ? Ce n'était que « gestes obscurs et anonymes³⁷ ».

Un silence - modestie sur l'évidence d'un devoir : « Ils nous défendaient, il fallait bien les aider un peu. »

Un silence - pudeur qui recouvre les peines, les absences, qui demanderait presque pardon de s'en être bien sorti, d'être encore là.

Un silence - rejet, sur ceux qui n'étaient pas d'accord, sur ceux qui ont mal fait.

Il faut entendre, reconnaître, la valeur d'une parole qui veut bien les surmonter et passer de l'avare au prolix. Pas une parole exacte, mais vraie. Seule capable d'exprimer le ressenti, la dimension sensible de situations vécues. Une parole incarnée. Enracinée aussi. L'activité résistante, tous ses soutiens vitaux compris, fut la plus intense sur les terres les plus pauvres.

³⁴ *Special Operations Executive*. Service secret créé par Churchill en juillet 1940 pour la subversion et le sabotage dans les territoires occupés.

³⁵ A partir de février 1943, tout hôte étranger devait être déclaré à la mairie.

³⁶ Cyril Watney, dit *Michel*.

³⁷ Voir LABORIE Pierre, « Mémoires du silence, silence de la mémoire », p. 49-64, in *Les Français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la Libération* [2001], Paris, Le Seuil, coll. « Points Histoire », 2003, p. 60-62.

Pour comprendre, il faut « avoir de bons yeux pour contempler la forme des champs »³⁸, s'imprégner des paysages d'où est née cette parole, ceux d'un territoire morcelé, mais uni par un même refus.

³⁸ BLOCH Marc, *L'étrange défaite* [1946], Paris, Gallimard, coll. « Folio Histoire », 1990, p. 30.